

Briey de L. - Peut-on vouloir renoncer au productivisme sans renoncer à l'État-Providence ?⁴⁴

Laurent de Briey, Professeur de philosophie, Université de Namur

Texte provisoire

Deux points retiennent mon attention dans cette communication. Premièrement, l'étude de contradictions éventuelles entre, d'une part, la critique des politiques d'austérité et l'appel à une relance de l'économie par un « Green Deal »⁴⁵ et, d'autre part, la remise en cause de l'objectif de croissance au profit d'une « prospérité sans croissance »⁴⁶ ou d'une « sobriété heureuse »⁴⁷. Deuxièmement, je m'intéresserai aux critiques des réformes sociales visant à transformer l'État-providence en un État social actif. Si un collectif comme les économistes atterrés, mais aussi de nombreux écologistes, paraissent voir dans ce projet un cheval de Troie du néolibéralisme, on peut se demander si la défense de l'État-providence ne témoignerait pas d'une curieuse nostalgie des Trente Glorieuses, ces trente années qui ont suivi la Deuxième Guerre et durant lesquelles une forte croissance économique était porteuse d'emplois et de hausses salariales, tout en rendant possible le développement des droits sociaux. Je serai ainsi conduit à m'interroger sur la cohérence interne des contreprojets politiques inspirés par les critiques sociales et écologiques. Je conclurai par conséquent en me demandant si, au lieu d'opposer la réforme du système économique et financier, porté par les mouvements politiques dits de gauche, aux réformes du modèle social grâce auxquelles les libéraux entendent dynamiser le marché du travail, il ne faudrait pas en affirmer la complémentarité.

Une relance par la croissance verte ?

Les travaux des économistes atterrés constituent un excellent exemple d'une critique sociale de la politique économique européenne actuellement à l'œuvre. Alors que, pour les partisans des politiques d'austérité, le retour à l'équilibre budgétaire, combiné à des réformes structurelles qui renforceront la compétitivité des économies européennes, va rassurer les investisseurs et permettre le retour de la croissance, les économistes atterrés inversent le lien de causalité : l'équilibre des finances publiques sera la conséquence d'une hausse des recettes générées par le retour de la croissance rendu possible par des investissements publics. C'est sur la croissance également que repose leur conviction de l'acceptabilité d'un léger déficit structurel puisqu'elle permet qu'une dette publique grandisse en volume tout en restant stable en pourcentage du PIB. La croissance est ainsi le socle des contre-propositions des économistes atterrés comme elle était le moteur des Trente Glorieuses.

Or, la croissance forte durant les Trente Glorieuses s'explique notamment par une exploitation à faible prix des ressources naturelles, incompatible avec les impératifs écologiques actuels. La nécessité de réorienter notre économie, pour la rendre moins consommatrice en

ressources naturelles et moins productrice de pollutions, n'implique-t-elle pas de relativiser la recherche de la croissance économique, voire d'accepter une certaine décroissance⁴⁸ ? Les économistes atterrés semblent croire que non. Au contraire, il y aurait une parfaite cohérence entre relance économique et transition écologique, dans la mesure où le plan de relance devrait consister dans des investissements nécessaires à la transition écologique : développement des énergies renouvelables, travaux économiseurs d'énergies, investissements dans les transports publics, mais aussi soutien aux secteurs de l'éducation, de la santé, des services aux personnes... Toutefois, leur discours n'est-il pas trop idyllique pour être crédible ?

Mes inquiétudes ne sont pas tant relatives à l'emploi qu'à l'endettement. L'emploi ne devrait pas manquer – au contraire, une telle économie serait logiquement beaucoup plus intensive en travail, j'y reviendrai. Par contre, alors que la relance exigera une augmentation initiale de la dette publique, une large partie des effets retours attendus prendront la forme d'une amélioration de la qualité de vie et d'une baisse de notre empreinte environnementale, non d'une hausse de l'activité économique. Or en l'absence d'une croissance suffisamment forte, le poids de la dette risquerait de devenir rapidement problématique. La démonstration reste donc à faire que le soutien à la croissance comme réponse à l'endettement public est réellement compatible avec un modèle de développement plus qualitatif.

Une objection de croissance ?

Ceux que Bayon, Flipo et Schneider dans leur excellent livre, *La décroissance*, appellent les objecteurs de croissance⁴⁹ jugent pour leur part incohérente l'ambition de réaliser un découplage entre croissance économique et croissance de l'empreinte écologique. Faisant le deuil de la croissance, ils en appellent à une « remise en cause radicale du système des besoins⁵⁰ ». Une vie plus simple serait non seulement plus conforme aux impératifs de la soutenabilité écologique mais également plus heureuse parce qu'affranchie de la frustration propre à une société de consommation devant créer continuellement des désirs insatisfaits afin de relancer continuellement la demande de biens et de produits. Cette remise en cause constitue une critique du néolibéralisme, mais également du marxisme traditionnel et du socialisme démocratique, dans la mesure où ces derniers sont des productivismes qui ne remettent pas en cause l'objectif de croissance, mais entendent assurer une plus grande égalité dans l'accès à la consommation⁵¹.

Les objecteurs de croissance se détournent d'autant plus volontiers de la recherche d'une croissance continue – même durable – qu'elle s'accompagnerait de fortes inégalités sociales et écologiques⁵². Je suis moins convaincu par cet argument. Ce n'est pas parce qu'on observe généralement une corrélation entre croissance économique et croissance des inégalités⁵³ qu'une société

⁴⁴Ce texte destiné à la diffusion papier est composé d'extraits d'un article plus long. Celui-ci peut-être téléchargé sur le site du colloque.

⁴⁵Voir par exemple J.-M. Nollet, *Le green deal. Proposition pour une sortie de crise*, Bruxelles, Le Cri, 2008.

⁴⁶T. Jackson, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

⁴⁷P. Rabbi, *Vers la sobriété heureuse*, Paris, Actes Sud, 2010.

⁴⁸S. Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.

⁴⁹D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *La décroissance. Dix questions pour en débattre*, Paris, La Découverte, 2012.

⁵⁰Ibid. p. 23.

⁵¹Ibid. p. 54.

⁵²Ibid., p. 22-23.

⁵³T. Piketti, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2013, p. 455.

décroissante serait une société plus égalitaire. A mon sens, pour essayer d'anticiper le caractère plus ou moins égalitaire d'une société décroissante, il faut s'interroger sur le rapport entre les types de revenus – capital vs. travail – qui y seraient générés, d'une part, et sur le degré de redistribution sociale qui pourrait y être à l'œuvre.

Les objecteurs de croissance paraissent curieusement se préoccuper essentiellement des inégalités générées par les revenus du travail. Cela les conduit à prôner, tout comme les économistes atterrés, un partage du temps de travail et une limitation des salaires. Toutefois, dans une société sans croissance, faiblement intensive en travail, la détention du capital serait cruciale. Il y aurait certes une transformation profonde de ce capital, en raison d'un effondrement potentiel du capital financier et d'une revalorisation du capital foncier, mais la tendance naturelle à la concentration du capital persisterait. Cette dynamique serait d'autant plus forte si le taux de natalité demeurait faible, ce qui est écologiquement souhaitable⁵⁴.

Je crains donc qu'une société sans croissance soit une société fortement inégalitaire si, à l'instar du travail, le capital n'était pas redistribué. Cela signifie que, contrairement aux aspirations libertaires de certains objecteurs de croissance⁵⁵, une société sans croissance ne pourrait pas être une société désétatisée et débureaucratisée. S'assurer de la répartition du travail et du capital requiert un contrôle public important. Une société sans croissance ne pourrait pas non plus s'organiser sous la forme de petites communautés localisées sur un territoire donné. Une solidarité organisée à une trop petite échelle se heurterait à la répartition inégale des ressources naturelles qui serait source de conflits pour l'appropriation de ces ressources, mais également aux conséquences des aléas climatiques.

Est ainsi posée la question du modèle social compatible avec une société sans croissance. Il n'y a pas à ma connaissance de réel consensus à cet égard entre les objecteurs de croissance. Le partage du temps de travail et, imaginons-le, du capital, d'une part, la fixation d'un revenu maximal, l'allocation d'un revenu inconditionnel et l'accès gratuit, ou à faible coût, aux services publics pourraient toutefois constituer un point de convergence. Il paraît également difficile de renoncer à une assurance maladie. On peut douter toutefois qu'un tel programme soit réellement finançable dans une société sans croissance, notamment lorsque la population est vieillissante.

Personnellement, j'ai le sentiment qu'une société sans croissance serait à bien des égards une société extrêmement libérale, avec des prestations sociales relativement faibles, et très exigeante en termes de temps de travail. Certes, le temps de travail serait officiellement partagé, mais il ne s'agit là que du travail formel. Or la caractéristique principale d'une société sans croissance serait l'augmentation considérable des activités informelles afin d'autoproduire des services et des biens actuellement rendus disponibles par le marché ou les services publics. Or, si dans une société où le travail est formalisé et fortement divisé, cultiver ses légumes peut être perçu comme le prototype même de l'activité qui ait du sens et qui soit source d'autonomie, il n'en reste pas moins que je n'aime pas jardiner et que je ne suis certainement pas le seul dans ce cas. De même, le partage du temps de travail est supposé permettre de retrouver du temps pour s'occuper

des siens. Le père de quatre enfants que je suis applaudis, mais il n'ignore pas non plus que la garde d'enfants est bel et bien un travail. L'émancipation des femmes a d'ailleurs notamment consisté à s'affranchir du travail informel. A l'opposé de la vision romantique portée par les objecteurs de croissance, le travail informel n'est donc pas nécessairement plus épanouissant que le travail formel.

J'irais même plus loin. Là où le néolibéralisme veut inciter à la participation de tous au marché du travail formel par la réduction des prestations sociales, il me semble que les objecteurs de croissance contraindraient tout le monde à la participation informelle par la pénurie et par la valorisation de l'autosubsistance. L'adoption d'un mode de vie décroissant ne conduit à une vie de temps libéré que lorsqu'elle est le fait d'une minorité au sein d'une société essentiellement productiviste. La généralisation d'un tel mode de vie pourrait par contre menée à une société très exigeante en termes de travail – formel et informel – afin de produire non plus le superflu, mais simplement le nécessaire et l'utile.

Un conservatisme social ?

Mes craintes quant à l'impossibilité de financer notre modèle social ne concerne pas que les objecteurs de croissance. Comme je l'ai dit, je doute qu'une réorientation de notre économie rende possible, au-delà d'un effet de relance à court terme, une forte croissance économique. Mais douter de la possibilité de renouer avec une croissance structurelle forte impose de s'interroger sur la soutenabilité du financement du modèle social de l'Etat-providence. Or qu'ils s'inspirent de la critique sociale ou de la critique écologique, les mouvements de gauche assimilent toute réforme du modèle social de l'Etat-providence à une régression.

Sur ce point à nouveau, les économistes atterrés sont un excellent exemple, notamment lorsqu'ils critiquent le projet de transformations de l'Etat-providence en un Etat social actif au cœur de la Stratégie européenne de Lisbonne. Ce projet dénonce la passivité de l'Etat-providence qui se contente d'assurer un revenu de remplacement aux personnes n'étant plus en mesure de travailler sans favoriser leur réinsertion. Au contraire, financé principalement par des charges sur le travail, l'Etat-providence affaiblirait la compétitivité économique et freinerait la création d'emplois, alors que le vieillissement progressif de la population ferait exploser les dépenses sociales. Il serait par conséquent nécessaire d'activer l'Etat social en réorientant ses prestations vers le soutien de l'activité professionnelle : accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois, programme de formation initiale et continue, démantèlement des régimes de prépensions, etc.

Considérant que les réformes réalisées au nom de l'Etat social actif ont servi un programme néolibéral en permettant, au nom de la compétitivité économique, une flexibilisation du marché travail et une stigmatisation des demandeurs d'emploi⁵⁶, tandis que la baisse des charges sociales aurait réduit les recettes publiques sans créer d'emplois, les économistes atterrés se positionnent en défenseurs de l'Etat-providence et comptent sur la réduction du temps de travail et les investissements publics pour faire baisser le chômage. Pourtant, comme les

⁵⁴Ibid., p. 599 et sv.

⁵⁵D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *op. cit.*, p. 46.

⁵⁶Voir P. Batifoulier, P. Concialdi, J.-P. Domin et D. Sauze « Pour un renouveau de la protection sociale » in Les économistes atterrés, *Changer d'économie !*, *op. cit.*, p. 137.

économistes atterrés le reconnaissent eux-mêmes, la politique keynésienne pratiquée durant les Trente Glorieuses « reposait sur des facteurs structurels : l'ampleur des gains de productivité, la force de la demande, l'autonomie des pays les uns par rapport aux autres »⁵⁷. La forte croissance était également rendue possible par la colonisation des pays du Sud et une démographie qui assurait une augmentation progressive de la population active. Le modèle des Trente Glorieuses et l'Etat-providence ne sont plus des références pertinentes à l'heure du défi écologique, du vieillissement de la population et de l'émergence de pays du Sud et de l'Est.

Un contremodèle cohérent ?

La lecture des économistes atterrés et la confrontation aux idées des objecteurs de croissance font surgir un doute quant à la possibilité de concilier quatre éléments paraissant tous souhaitables : des investissements publics devant permettre la transition écologique ; l'adoption d'un modèle de croissance faible, voire négative ; la réduction du temps de travail ; la défense de l'Etat-Providence. L'élaboration d'un contreprojet politique cohérent me paraît imposer de choisir entre ces différents éléments.

Tout comme les économistes atterrés, je plaiderais volontiers pour des investissements publics devant rendre possible une réorientation de notre économie vers des modes de production et de consommation plus soutenables. Je ne crois toutefois pas que ces investissements soient susceptibles de nourrir une croissance économie forte, mais qu'il faut s'attendre au contraire à des taux de croissance structurellement faibles, voire potentiellement négatifs. Cela invite à s'intéresser sérieusement aux positions développées par les objecteurs de croissance. C'est en particulier la critique du système de besoins inhérent à une société de consommation de masse qui retient mon attention. La consommation est actuellement inutilement stimulée en favorisant l'obsolescence des produits – par leur fragilité technique ou par la multiplication de pseudo-innovations –, mais également en faisant des modes de consommation des marqueurs identitaires et des vecteurs de reconnaissance sociale. Se détacher d'un tel modèle demandera donc de privilégier des modes d'interactions économiques favorisant l'allongement de la durée de vie des biens produits, mais également de redéfinir des modes alternatifs de distribution de la reconnaissance sociale.

Croire par contre que l'adoption d'un système de besoins plus sobre signifierait que nous vivrions dans une société de l'abondance et qu'il nous serait possible de célébrer la fin du travail, me paraît excessivement optimiste. Même en modérant notre consommation, adopter des modes de production moins énergivore réduira fortement la productivité du travail. De plus, l'importance des besoins en termes de services aux personnes, en particulier dans une société vieillissante, est telle qu'il me paraît plus pertinent d'en appeler à une revalorisation de la participation sociale qu'à la célébration d'une société du loisir. Une telle revalorisation demande que soit définie quelles sont les activités socialement utiles et les formes de participation sociale qu'ils importeraient de revaloriser. A l'encontre donc de tout individualisme libéral, il faut s'attacher à

redonner un contenu à l'idée de prospérité qui dépasse la seule aisance économique⁵⁸.

L'une des implications concrètes d'une telle redéfinition de la prospérité serait une réforme en profondeur de la fiscalité afin de la rendre plus redistributive mais aussi plus incitative. Dans une société où près de 50% des prix des biens et services est déterminé par le système fiscal, celui-ci a un rôle crucial à jouer pour assurer une internalisation des effets externes. S'engager dans cette voie plaiderait pour une profonde réduction de la fiscalité et de la parafiscalité sur le travail financée par un renforcement de la fiscalité sur les revenus du capital et par le développement de la fiscalité environnementale. Cela justifierait également le renforcement des mesures de soutien aux services aux personnes.

Un tel programme reste dans la ligne défendue par les économistes atterrés. Je me dissocierai par contre de ceux-ci en considérant que la revalorisation de la participation sociale plaide également pour une réforme de notre système social afin de favoriser des politiques visant à soutenir la participation plutôt qu'axées essentiellement sur le maintien du pouvoir d'achat. L'héritage de la Troisième voie ne peut être accepté que sous bénéfice d'inventaire. Il me semble néanmoins relever d'un projet politique fondamentalement différent du capitalisme financier. Si le projet de transformation de l'Etat-providence en un Etat social actif a pu être récupéré par le néolibéralisme, c'est parce que ces partisans n'ont pas compris qu'il était totalement incompatible avec l'acceptation de la financiarisation. Celle-ci impose une recherche de rentabilité à court terme, alors que le modèle de l'Etat social actif impose des investissements publics massifs dans l'éducation, la recherche ou l'innovation dont les effets retours ne peuvent apparaître qu'à moyen, voire long terme. Dès lors, la critique du capitalisme financier portée par les économistes atterrés ne justifie pas une condamnation du modèle de l'Etat social actif. Elle me semble au contraire être la condition de la réussite de ce modèle.

En retour, la réforme de l'Etat-Providence me paraît être la condition de la faisabilité politique des réformes économiques souhaitées par les économistes atterrés. L'expression d'une nostalgie trop forte à l'égard d'un modèle social et économique définitivement dépassé risque de donner l'impression qu'un conservatisme de gauche défendant les acquis sociaux de uns fait face à un conservatisme de droite s'accrochant aux privilèges financiers des autres, alors que les changements souhaités ne seront possibles que s'ils font l'objet d'un consensus social important. Or, celui-ci ne pourra émerger que si tous les groupes sociaux acceptent que certains avantages qu'ils tirent du système actuel puissent être remis en question. Seuls les efforts faits par les uns légitimeront ceux consentis par les autres.

⁵⁷H. Sterdyniak, « Quelle politique économique ? Mort et renaissance du keynésianisme » in Les économistes atterrés, *Changer d'économie !*, op. cit., p. 25.

⁵⁸Voir L. de Briey, « Prospérité et crise du politique » in I. Cassiers (éd.), *Redéfinir la prospérité*, Aube, Paris, 2011, pp. 213-238.